



J'ai été amené à vous dire que les critiques qui étaient faites à Sonatrach n'ont pas porté sur ses véritables failles, notamment la productivité. Mais le fait de travailler en partenariat avec d'autres sociétés aguerries n'est-il pas un élément suffisamment incitateur pour pousser sans cesse plus Sonatrach vers une meilleure productivité ? C'est même l'un des principaux mérites de notre partenariat avec l'étranger qui sera un témoin impitoyable de nos propres performances. N'est-ce pas là un aiguillon suffisamment puissant pour être salvateur ? Il est clair que Sonatrach a connu plusieurs phases qui n'ont jamais été favorables à son développement. Au départ, elle a évolué dans un climat globalement hostile, compensé par le soutien des principaux responsables politiques, notamment le président Boumediène.

A la mort de Boumediène, il y a eu le début du démantèlement de Sonatrach non seulement en tant que programme, mais aussi en tant que communauté, à travers la chasse aux hommes, une véritable chasse aux sorcières. Je suis bien placé pour savoir que les tenants de Sonatrach ont hérité en 1999 d'une société dont l'état, et c'est le moins qu'on puisse dire, n'était guère brillant, mais ils n'ont fait qu'achever la bête meurtrie. Que l'on cesse d'exploiter en slogan politique le prétexte de «bonne gestion» quand celle-ci est le dernier des soucis de ceux qui s'en gargarisent.

Dites-moi, seulement, comment inciter Sonatrach à se mettre au niveau de la compétition internationale par des pratiques qui privilégient l'élimination des cadres les plus compétents, le népotisme et l'opacité ?

Encore une fois, peut-on considérer

Publicité

que les compagnies pétrolières étrangères étaient vraiment demandeurs de cette loi de 2005 ?

Non, définitivement non, la mutation culturelle des entreprises de par le monde est en cours. Nous ne sommes plus dans la situation pré ou néo-coloniale, dans une logique de rapports asymétriques entre d'un côté l'Etat simple percepteur d'impôts impuissant et d'un autre côté des sociétés dominatrices et exploiteuses. Nous sommes vraiment dans la nouvelle culture du partenariat à l'instar de celui qui fut promu en 1971 avec la société Total, un partenariat industriel authentique fondé sur le «gagnant-gagnant». Pourquoi avons-nous réussi à inventer avec Total et ensuite d'autres entreprises françaises, américaines, japonaises, italiennes et espagnoles, une nouvelle forme de coopération dans un climat politique bilatéral qui n'était pourtant pas des plus favorables ?

Sonatrach et Total avaient été parmi les premières à comprendre qu'un partenariat réussi est celui qui fait deux partenaires également heureux et de manière durable. C'est le maintien de l'équilibre des satisfactions légitimes qui donne la confiance, la stabilité et la durée. Les prétendues bonnes affaires «coups de fusil» ne sont que feu de paille.

Les sociétés étrangères de manière générale et les sociétés pétrolières de manière particulière ont besoin de conditions claires, de visibilité. Elles ne dédaignent certes pas le taux de rendement financier, c'est leur raison d'être après tout, mais elles se montreront volontiers moins gourmandes financièrement et commercialement en contre partie de garanties sérieuses de stabilité et de crédibilité du pays d'accueil.

Or, on ne peut pas parler aujourd'hui de visibilité dans le domaine de l'énergie comme on ne peut pas en parler dans l'ensemble de l'environnement

réglementaire, législatif et institutionnel. Que cela se passe dans le domaine de la loi, au sein de Sonatrach ou au sein de ses filiales. La soudaineté de la dissolution en catimini de la BRC, dissolution sans précédent dans le monde pétrolier, ne dit rien sur les tenants et les aboutissants d'une affaire qui assurément sent plus le soufre que le pétrole. Ou c'est une affaire de pacotille et pourquoi la brusque dissolution d'un outil aussi important ? Ou bien, c'est une affaire grave et pourquoi cet étrange silence des responsables ? C'est mystérieux et opaque au point d'être inquiétant sur la fiabilité de la manière dont ce secteur est tenu.

Pour clore le débat sur cette loi, l'opinion publique est un peu désespérée, elle ne sait plus où elle en est. Est-ce que l'on peut considérer que la loi 2005 étant abrogée, le dispositif actuel répond véritablement aux besoins de l'économie nationale ?

Elle n'est pas abrogée : c'est la disposition sur le contrôle du gisement par l'Etat qui est annulée. Le reste de la loi n'est pas touché. Aujourd'hui, toute l'activité hydrocarbures est gérée par les anciens contrats, il n'y a pas de nouveaux contrats signés depuis la nouvelle loi et même ceux qui ont été signés après 2000 et qui se sont inspirés par anticipation de la future loi de 2005 n'ont pas donné lieu à des mises en production de gisements. Il y a les activités industrielles qui sont le raffinage, etc. Ces activités industrielles, ça n'a rien à voir avec la loi, construire une raffinerie, c'est comme construire une unité de dessalement ou quoi que ce soit, c'est passible de l'impôt classique, il n'y a pas d'impôt particulier sur une raffinerie qui fonctionne, c'est une unité industrielle, c'est comme la sidérurgie...

Aujourd'hui, cette nouvelle loi, elle existe, elle est là, elle engloutit de l'argent parce qu'on a du monde, on construit des immeubles... mais elle n'a aucun impact sur

le fonctionnement du secteur des hydrocarbures. C'est bien la preuve qu'elle a été faite pour faire passer en force et en cachette l'abrogation du contrôle des gisements. Une fois que cette disposition a été abrogée par ordonnance en 2006, elle ne présente plus d'intérêt pour son promoteur. Cela confirme que 2005 a bien été une forfaiture.

Vous avez évoqué, dans un passé pas très lointain, les incidences géopolitiques des découvertes dans l'Erg oriental. Pouvez-vous mieux expliciter ?

Suite à la mise en œuvre de la nouvelle règle du jeu établie par la loi de 1991, la découverte au Grand-Erg oriental a placé l'Algérie, pour la première fois de son histoire, au premier rang du classement annuel des pays découvreurs de pétrole pour l'année 1994.

Du fait de l'histoire politique de l'exploration pétrolière en Algérie, l'image traditionnelle de l'Algérie était alors celle d'un pays «où il n'y avait plus grand-chose à découvrir en matière de pétrole» «Un pays gazier majeur et un pays pétrolier mineur.» J'ai pu vous décrire comment nous devons cette image à la stratégie du groupe ERAP qui visait à protéger sa chasse gardée dans notre pays, en répandant dans les esprits des concurrents potentiels, comme dans le chef des Algériens, la thèse que le sous-sol algérien avait déjà tout donné dans le passé et qu'il n'y aurait plus grand-chose à trouver.

Avec le programme de prospection mis en route et les premières grandes découvertes de Berkine, l'Algérie est aussitôt passée au statut de pays «futur détenteur potentiel majeur de réserves pétrolières». Le Sahara est désormais un enjeu qui compte sur le plan stratégique. Il faudra s'en souvenir pour ne pas s'exposer à se rendre compte, trop tardivement, des retombées extrêmes de l'absence totale